

TRIBUNE Alors qu'un rapport s'alarme de l'état des sols suisses, sanu durabilitas milite pour prendre en compte leur qualité et leur fertilité dans l'aménagement du territoire. Les outils ad hoc existent déjà, souligne le directeur Guillaume de Buren.

«Il est temps de construire une véritable politique des sols avec des ambitions à long terme»



© DRK

NOTRE INVITÉ
Guillaume de Buren
Titulaire d'un doctorat en administration publique, spécialiste de la gestion des ressources naturelles, directeur de sanu durabilitas, fondation pour le développement durable,

Le sol est une source de vie et de richesse. Il nourrit les plantes, les animaux et nos enfants. Il filtre l'eau potable et, plus généralement, il constitue un pilier de notre bien-être. C'est sur lui que reposent nos maisons, nos routes et nos infrastructures. Nous l'utilisons et c'est très bien ainsi.

Au fil des siècles, les champs à proximité des villages ont été peu à peu améliorés par les agriculteurs. Or, aujourd'hui, ces meilleures terres sont les plus menacées. Quel est le problème? Le sol se compose des quelques centimètres ou mètres de terre sous la surface de nos champs et de nos jardins. Il faut cent ans pour en constituer un centimètre, soit mille ans pour créer les dix premiers centimètres nécessaires à enraciner nos salades. Le sol n'est donc pas renouvelable à l'échelle humaine. Le sol est rare et particulièrement précieux.

À la fin de l'année dernière, la Confédération publie son premier rapport sur les sols*. Les 85 pages de ce document dressent un état des lieux richement documenté et très bien vulgarisé. Le bilan est malheureusement peu réjouissant: tous les sols suisses sont pollués et leur gestion n'est pas durable! Les fumées et autres rejets industriels des deux derniers siècles ont créé une pollution diffuse, à laquelle se sont ajoutées les contaminations ponctuelles des décharges. Les terres le long des routes et des voies ferrées sont aussi polluées par les poussières des moteurs, des freins et des pneus.

Pourquoi donc un politologue comme moi se soucie-t-il des sols dont il ne connaît pas grand-chose? Le sol est aussi un objet politique. Les agriculteurs et les écologistes y sont attentifs, mais d'autres intérêts politiques préfèrent que l'on ne s'en soucie pas trop. Par exemple, l'aménagement du territoire – dont le rôle est de déterminer les usages du sol – ne considère que la surface. On zone et on dézone indépendamment de la qualité des sols, détruisant au passage des fonctions essentielles. La réponse habituelle est qu'il manque les données pédologiques. C'est exact. Sans connaissance des sols, il est difficile de prendre des mesures pour les protéger de manière adéquate. Mais faut-il pour autant attendre encore vingt-cinq ou trente ans que ces données soient disponibles avant de faire évoluer les choses?

Dans certains cantons les choses bougent positivement, mais les avancées restent contrastées. Relevons par exemple les investissements cantonaux dans les études pédologiques, la promotion de nouvelles techniques agricoles, la protection des captages d'eau, le cadastrage des sites contaminés, etc.

L'observateur est cependant étonné de l'absence d'une communauté d'intérêts pour la protection des sols en Suisse. Certains groupes pourraient profiter de ces avancées: les agriculteurs qui fixent la matière organique dans les sols deviendraient les prestataires de la politique climatique. Les pédologues qui documentent les fonctions des sols deviendraient des acteurs de l'aménagement. Les biologistes pourraient mieux cibler les mesures de conservation... et nous pourrions tous être rassurés de savoir que nos paniers de légumes sont cultivés sur des terres non contaminées. La mobilisation d'une coalition d'intérêts reste à réaliser. Actuellement, la dispersion des forces profite aux prédateurs des sols et nuit à la collectivité. Des solutions innovantes existent. Par exemple, la ville de Stuttgart a élaboré un système de points qui sont distribués à chaque parcelle selon la qualité de leur sol. Les sols de meilleure qualité reçoivent plus de points que ceux de moindre qualité. Lorsqu'une parcelle est construite, elle perd ses points. Le total des points distribués étant limité, la rareté augmente à chaque destruction de sol. Ainsi, il y a une incitation pour les décideurs à ne pas surconsommer les sols de qualité. Cet instrument influence donc la pesée des intérêts sans interdire l'utilisation du sol. Cet exemple montre qu'il existe des systèmes incitatifs simples et flexibles. Ce n'est pas la panacée, mais sa mise en œuvre en Suisse mériterait d'être testée. La fondation sanu durabilitas y travaille actuellement dans différents cantons et communes. Au-delà de telles innovations, les sols en Suisse doivent être défendus par une communauté d'intérêts forte. Ensemble il est temps de construire une véritable politique des sols avec des ambitions à long terme. «Il est trop tard pour être pessimiste», disait l'autre. Alors, agissons maintenant!

*«Sols suisses, état et évolution», publication de l'Office fédéral de l'environnement, Berne, 2017.

LA REVUE DE PRESSE

(24)heures

16.03.2018

Le fromage broyard Le Maréchal a obtenu une médaille d'or dans sa catégorie lors du récent championnat du monde de Madison, aux États-Unis. «Une fois de plus, les fromagers suisses ont prouvé qu'ils maîtrisent à la perfection leur métier et qu'ils produisent les meilleurs fromages du monde», s'est enthousiasmé David Escher, directeur de Switzerland Cheese Marketing SA, relevant également que plusieurs fromages suisses ont été sélectionnés dans la finale des vingt meilleurs produits mondiaux.

Le Nouvelliste

15.03.2018

La cote de la production intégrée ne cesse de grimper dans le vignoble valaisan. «En 2017, 26 exploitants nous ont adressé une demande de contribution pour des vignes à biodiversité à haute valeur écologique, dont six pour la première fois», a ainsi révélé hier Daniel Etter, secrétaire de l'Association des viticulteurs valaisans en production intégrée (VITIVAL), qui regroupe 956 membres. À la fin de l'été dernier, 251 hectares répondaient aux critères de vignes à biodiversité à haute valeur écologique sur les 3800 placés en production intégrée, alors que le Valais compte environ 4800 hectares de vignes.

LA LIBERTÉ

17.03.2018

L'Office fédéral de l'agriculture a rejeté dernièrement la seule opposition déposée après la soumission publique de la demande d'enregistrement de la cuchaule en tant qu'appellation d'origine protégée (AOP). Du côté de l'interprofession et de son président Jacques Chavaz, on attend toutefois que la procédure soit officiellement terminée avant de se réjouir: «Nous sommes en attente de l'enregistrement définitif.»

Le Matin

17.03.2018

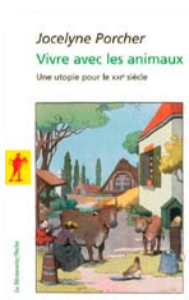
Dans une interview publiée sur le site de Swiss Wine, le responsable de la Suisse pour le célèbre Guide Parker chante les louanges du terroir vinicole helvétique, notamment sa diversité: «C'est en vinifiant des vins authentiques que la Suisse se placera parmi les meilleurs producteurs de vin du monde.»



LES LIVRES DES PROS DE LA TERRE

UNE SÉLECTION DE CLAIRE MULLER

Vivre avec les animaux, une utopie



Quelles différences entre «élevage» et «productions animales»? Quelle est la place de la mort dans le travail avec les animaux? Peut-on améliorer leur sort dans les systèmes industriels? En répondant à ces questions, la zootechnicienne et sociologue française Jocelyne Porcher livre un plaidoyer en faveur d'une mise à mort digne des animaux d'élevage. Ancienne éleveuse, la chercheuse travaille

de longue date sur la relation de travail entre humains et animaux. Elle l'affirme sans ambages: «Sauver l'élevage en évitant son assujettissement au système d'exploitation et de mise à mort industrielles pourrait être une des plus belles utopies du XXI^e siècle.»

+ D'INFOS *Vivre avec les animaux – Une utopie pour le XXI^e siècle*, Jocelyne Porcher, Éditions La Découverte, 2014, 15 fr. 60.

Et l'éthique, dans tout ça?

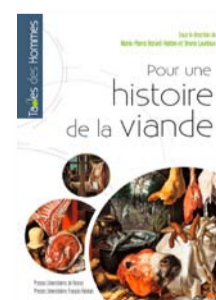


L'animal, qu'il s'agisse de son statut ou de son bien-être, est actuellement l'objet d'importants débats. Voici un ouvrage qui, loin des discours partisans, interroge différentes sensibilités – enseignants, chercheurs, praticiens – sur ce thème délicat. Tous sont membres des académies françaises d'agriculture et vétérinaire. Tous traitent de l'éthique des relations entre l'homme et l'animal

en élevage et donc de l'animal de rente situé dans son contexte économique de production: élevage, expérimentation animale, relations homme/animaux de compagnie, chasse, etc. Un éclairage riche, précis, documenté et non engagé sur la place des animaux dans la société.

+ D'INFOS *Éthique des relations homme/animal – Pour une juste mesure*, Bernard Denis, Éditions France Agricole, 2015, 26 fr.

Une histoire de viande



Naguère parée de toutes les vertus, la viande est aujourd'hui l'objet d'une «stigmatisation diffuse». Pour comprendre ce phénomène, il faut recourir à l'histoire. Rédigé par une archéologue et professeure d'histoire médiévale, ce livre est une invitation au voyage dans les cultures carnivores, depuis les sociétés anciennes où la viande pouvait nourrir les dieux autant que les hommes, jusqu'à

notre monde de contradiction, où la «bidochemania» côtoie le véganisme et où l'on recherche des viandes issues de l'agriculture biologique, produites dans des terroirs de qualité, tout en imaginant une alimentation de demain totalement déconnectée de l'animalité. Un livre utile et bienvenu dans le débat actuel!

+ D'INFOS *Pour une histoire de la viande*, Marie-Pierre Horard, Presses universitaires de Rennes, 2017, 40 fr. 80.